Pour le Canada, le mot compromis n'est pas honteux. Il s'agit d'une exigence fondamentale, d'une valeur qui assure l'existence d'une nation et en garantit la croissance. Il en a été ainsi tout au long de notre histoire. Il faut qu'il en soit ainsi à l'avenir.

Personne ne peut prétendre qu'il est facile de faire des compromis. Il est toujours plus facile d'imposer ses vues ou de faire fi de celles des autres. Il est toujours plus facile de faire front commun contre quelque chose que de convenir du moyen à prendre pour travailler ensemble.

Aucune société ne peut grandir si le déni constitue son activité première, si elle refuse de reconnaître les intérêts des autres, de reconnaître les véritables occasions de changement et de reconnaître les leçons qu'elle peut tirer de l'histoire.

Donc, nous savons ce qu'il faut éviter. Mais nous savons également ce qu'il faut faire. Il faut retrouver l'atmosphère qui régnait à cette époque merveilleuse de la rencontre du Lac Meech d'avril 1987 et de la réunion du 3 juin suivant. Nous avons tendance à oublier l'exultation qui, d'un océan à l'autre, nous envahissait tous à ce moment-là. C'était une exubérance née de la satisfaction du travail accompli, une reconnaissance triomphante de ce que onze premiers ministres avaient enfin réussi à accomplir après quelque cent vingt années de tentatives infructueuses de la part des leaders canadiens : un accord constitutionnel qu'entérinaient librement et volontairement tous les chefs élus du pays.

Le premier ministre Peterson affirma qu'il s'agissait d'"un grand jour pour le Canada". Le premier ministre Bourassa, connu pour sa retenue, déclara avec émotion: "C'est avec grande fierté en tant que Québécois et Canadien que je suis ici aujourd'hui pour exprimer ma profonde satisfaction à l'égard de la réintégration du Québec au sein de la constitution canadienne". Le premier ministre Getty fit les louanges de l'Accord en ces termes : "Les Albertains ont toujours senti, comme la plupart des Canadiens, que le Canada n'était pas complet sans la participation du Québec et que depuis avril 1982, notre constitution était imparfaite. Nous avons maintenant corrigé la situation." Le premier ministre Devine qualifia le moment de "magique" et déclara : "Nous bâtissons la nation." Les citoyens ordinaires de bonne volonté, attachés à leur communauté et à leur pays affirmaient : "Il est bon que nous ayons agi ainsi."

La manchette du Calgary Herald disait que nous étions enfin des partenaires égaux. Celle du Globe and Mail, que ce Pacte était le bienvenu. Et Le Devoir titrait que le Canada avait dit oui au Québec.

C'étaient des jours palpitants et une période d'optimisme. Et de fierté née du consensus, du compromis. Nous étions fiers que le Canada soit à nouveau entier.